



This is a repository copy of *Un échec des modèles explicatifs de la science politique ?*.

White Rose Research Online URL for this paper:

<https://eprints.whiterose.ac.uk/196165/>

Version: Accepted Version

Article:

Hay, C. orcid.org/0000-0001-6327-6547 and Benoît, C. (2021) Un échec des modèles explicatifs de la science politique ? *Revue française de science politique*, 71 (4). pp. 555-574. ISSN 0035-2950

<https://doi.org/10.3917/rfsp.714.0555>

© 2021 Presses de Sciences Po. This is an author-produced version of a paper subsequently published in *Revue française de science politique*. Uploaded with permission from the copyright holder.

Reuse

Items deposited in White Rose Research Online are protected by copyright, with all rights reserved unless indicated otherwise. They may be downloaded and/or printed for private study, or other acts as permitted by national copyright laws. The publisher or other rights holders may allow further reproduction and re-use of the full text version. This is indicated by the licence information on the White Rose Research Online record for the item.

Takedown

If you consider content in White Rose Research Online to be in breach of UK law, please notify us by emailing eprints@whiterose.ac.uk including the URL of the record and the reason for the withdrawal request.



eprints@whiterose.ac.uk
<https://eprints.whiterose.ac.uk/>

SUR L'INTELLIGIBILITE RETROSPECTIVE DES EVENEMENTS CRITIQUES UNE ANALYSE POLITIQUE DU *BREXIT*

Colin Hay (colin.hay@sciencespo.fr), Cyril Benoît (cyril.benoit1@sciencespo.fr)
Centre d'études européennes et de politique comparée, Sciences Po, CNRS

Résumé : Peut-on rigoureusement prévoir les événements critiques ? Sont-ils radicalement plus contingents que les périodes d'apparente stabilité qui les précèdent ? Objet du présent article, l'analyse des origines et des premiers effets du *Brexit* nous amène à répondre par la négative à ces deux questions. Nous défendons ainsi l'idée que ce qui caractérise les événements politiques, c'est précisément leur contingence – rendant illusoire leur prédiction comme le fait de réserver ce qualificatif aux plus critiques ou spectaculaires d'entre eux. En réponse, nous substituons à cette double conception une démarche d'intelligibilité rétrospective, que nous appliquons notamment à l'analyse des origines du vote de 2016 et aux implications du *Brexit* pour l'économie politique du Royaume-Uni.

Mots-clefs : Brexit, Prédiction, Contingence, Néolibéralisme, Économie politique

Introduction

Pour le gros de la littérature en science politique, les événements « critiques » désignent des épisodes ou plus généralement, une succession d'épisodes limitées dans le temps au cours desquels les structures de l'action politique – qu'elles soient économiques, culturelles ou idéologiques – paraissent à la fois brusquement et brièvement relâchées. D'un courant à l'autre, le vocabulaire pour les désigner diffère. Les auteurs néo-institutionnalistes préféreront par exemple parler de « tournants » ou de « conjonctures » critiques¹, tandis que la sociologie des crises politiques analysera plutôt ces phénomènes en termes de « désectorisations conjoncturelles de l'espace social »², générateurs d'un état de « désordre »³.

La diversité des qualificatifs utilisés ne doit pas masquer un relatif accord de nombreux autour de deux propriétés essentielles des événements critiques. D'un côté, il est assez largement admis qu'ils seraient « causalement important » (*causally significant*) – étant entendu que le brusque relâchement des structures serait de nature à ouvrir l'espace des choix et des options possibles. Ils seraient, en ce sens, souvent porteurs de recompositions décisives. D'un autre côté, les événements critiques se caractériseraient par leur contingence. Leur déclenchement, leur déroulé et leurs conséquences seraient difficile à prévoir et à anticiper, en tout cas bien davantage que les événements se succédant au sein de systèmes à l'équilibre⁴.

Dans la littérature qui leur est consacrée en science politique, les fonctions remplies par les événements critiques résultent largement de cette double caractérisation. De façon quelque peu paradoxale, ils jouent ainsi un rôle dans les travaux qui étudient les mécanismes de reproduction des institutions politiques. Les conjonctures ou événements critiques sont ainsi régulièrement opposés aux ordres institutionnels qui se forment à leur suite. Spectaculaires et

¹ Giovanni Capoccia, « Critical Junctures », dans Orfeo Fioretos, Tulia Falletti et Adam Sheingate (dir.) *The Oxford Handbook of Historical Institutionalism*, Oxford, Oxford University Press, 2016. Voir également Giovanni Capoccia et Daniel Kelemen, « The Study of Critical Junctures : Theory, Narrative and Counterfactuals in Historical Institutionalism », *World Politics*, Vol. 59, n°3, 2007, p. 341-369.

² Michel Dobry, *Sociologie des crises politiques : la dynamique des mobilisations multisectorielles*, Paris, Presses de Sciences Po, 2009, 3^{ème} édition.

³ Myriam Aït-Aoudia et Antoine Roger (dir.) *La logique du désordre : relire la sociologie de Michel Dobry*, Paris, Presses de Sciences Po, 2015.

⁴ Voir sur ces deux propriétés James Mahoney et Laura Garcia Montoya, « The Logic of Critical Events », Boston, American Political Science Association Annual Meeting, Septembre, 2018.

momentanés, ils seraient les lieux de la contingence là où les ordres stables seraient ceux de la nécessité. Les premiers ne seraient donc pas la négation, mais les révélateurs des équilibres gouvernant les seconds sur la plus longue durée – que l'on songe par exemple aux recherches qui contrastent les événements critiques qui marquent la création des États-providences avec l'éternel retour au même qui caractériserait leurs évolutions¹.

Une autre fonction des événements critiques est leur valeur de test de la validité d'une théorie. Leur quasi-imprévisibilité ou l'effondrement qu'ils donnent à voir des relations les mieux établies font que seules les théories les plus fortes seraient à même de les anticiper. En pratique, un nombre assez réduit d'explications leur survivent. Fréquemment, on observe alors une mise à jour des théories existantes sur la base d'une compréhension plus ou moins étendue de ce qui a manqué pour prévoir l'événement en question. Les évolutions de la recherche sur les causes des guerres civiles, auxquelles une littérature importante a été consacrée, sont assez révélatrices à cet égard. A la fin des années 1990, de larges études statistiques ont nettement fait apparaître la dépendance d'un pays à ses ressources naturelles comme un facteur récurrent de déclenchement². Ces travaux ont pourtant échoué à prévoir la survenue de guerres ultérieures, justifiant l'identification de nouvelles variables³ – dans l'espoir d'établir, un jour peut-être, une théorie assez englobante pour expliquer l'ensemble des guerres passées et à venir.

Le présent article est motivée par une série de nuances critiques que nous souhaiterions apporter à ces conceptions. Il est plus spécifiquement consacré à l'étude d'un événement critique en cours, à savoir, la série d'épisodes ouverte par le vote des britanniques en faveur du *Brexit* en juin 2016, dont nous retraçons les origines et évoquons les conséquences possibles. Dans le prolongement de la discussion initiée plus haut, deux problématiques sont plus particulièrement traitées tout au long de l'article.

La première est celle de la prédiction. Faut-il que les politistes s'inquiètent de leur incapacité à avoir vu venir l'organisation du référendum de 2016, le résultat du vote et ses premiers effets ? En d'autres termes, cet échec est-il aussi celui de nos modèles théoriques ? Nous répondons à cette double question par la négative, en défendant deux arguments : d'abord parce qu'il était impossible de maîtriser la somme d'informations nécessaire à la prédiction du vote et des épisodes qui lui ont fait suite ; surtout, parce que ces différents épisodes constituent des événements *politiques* et sont en ce sens, *contingents*. Il aurait donc été vain de vouloir les prédire, puisqu'ils n'existaient pas avant la rencontre (contingente) de différentes séquences de changement qui les ont concrétisés. Par conséquent, la capacité à prédire la survenue des événements critiques ne doit pas constituer un critère pertinent de test de la validité d'une théorie. La qualité d'une explication en science politique doit au contraire s'apprécier à l'aune de sa capacité à faire sens d'un événement une fois que celui-ci s'est déroulé – dans une démarche d'intelligibilité rétrospective, un terme que nous introduisons et clarifions plus loin.

La deuxième problématique évoquée dans l'article concerne l'opposition entre systèmes à l'équilibre et hors équilibre. Le vote de 2016 a-t-il ouvert une période radicalement plus contingente que celles qui l'ont précédé ? Au premier examen, cette intuition semble largement plausible. Le vote de 2016 et les épisodes qui l'ont suivi ont ainsi largement amplifié de multiples lignes de clivages dans la population, entre régions du Royaume, dans les appareils partisans ou au cœur même du modèle de croissance britannique. Pourtant, un bref retour historique suggère que la politique au Royaume-Uni a été traversée par de multiples processus contradictoires, certains lourds de conséquences, au cours des trente dernières années. Dans

¹ Voir pour une discussion Wolfgang Streeck et Kathleen Thelen (dir.) *Beyond Continuity : Institutional Change in Advanced Political Economies*, Oxford, Oxford University Press, 2005.

² Paul Collier et Anke Hoefler, « On economic causes of civil wars », *Oxford Economic Papers*, Vol. 50, n°4, 1998, p. 563-573.

³ Voir notamment Michael Ross, « How do Natural Resources Influence Civil War ? Evidence from Thirteen Cases », *International Organization*, Vol. 58, n°1, 2004, p. 35-67.

l'ensemble, il est particulièrement difficile d'identifier une situation de référence ou un point d'équilibre. Ce constat nous amène à rejeter le contraste, souvent marqué de façon excessive dans une partie la littérature, entre périodes ordinaires et moments de rupture. Il ne s'agit pas d'affirmer ici que le contexte actuel serait aussi stable que celui qui, par exemple, a vu le *New Labour* arriver au pouvoir à la fin des années 1990. Il nous semble toutefois nécessaire de reconnaître plus explicitement que les systèmes politiques sont traversés par des mouvements d'institutionnalisation et de désinstitutionnalisation permanents qui échapperont aux analyses qui découpent la politique en brefs moments de contingence et en longue périodes de nécessité.

Le reste de l'article est organisé de la façon suivante : dans une première partie, nous introduisons les évolutions qui ont précédé le vote de 2016 et les événements qui leur ont fait suite. En nous demandant s'il aurait été possible de les prédire, nous présentons la notion d'intelligibilité rétrospective et discutons de ses implications méthodologiques. Dans une seconde partie, nous revenons plus en détail sur les processus qui ont conduit au vote en faveur du *Brexit*. Nous insistons notamment sur des facteurs d'explication peu couverts par l'abondante littérature déjà consacrée à cette question – incluant le cadrage de cet enjeu au cours de la campagne et le rôle des sondages dans les différentiels de participation. Nous réfléchissons également aux implications d'une sortie de l'Union européenne (UE) pour l'économie politique du Royaume-Uni. Cette partie est donc aussi l'occasion de présenter ce que l'on peut dire des conséquences potentielles d'un événement critique en cours, sans pour autant reproduire les défauts des approches prédictives¹.

1. Le *Brexit* et la science politique : sur la contingence et la prévision des événements critiques

1.1 Le Brexit était-il prévisible ?

Le fait que le *Brexit* pose un réel défi à l'analyse politique n'appelle pas d'amples démonstrations². Le résultat du vote des britanniques en 2016 avait été peu anticipé, et il en va largement de même pour les soubresauts, presque quotidiens, qui émaillent les affrontements auxquels il a donné lieu depuis et ce, tant aux niveaux domestique qu'europpéen. Face à la situation de désordre manifeste que connaît le Royaume-Uni depuis trois ans, la recherche en science politique peut difficilement faire l'économie d'une réflexion plus profonde sur sa propre capacité à rendre compte d'un tel événement – et ce à plus forte raison qu'à notre connaissance, aucun politiste n'avait prédit de façon rigoureuse la tenue du référendum, son résultat et encore moins les événements récents. Faut-il tirer des leçons de cet apparent échec ?

Un bref détour par l'histoire politique récente du pays semble nécessaire avant d'examiner plus en avant les implications de cette question. Au moment du vote de 2016, une bonne partie de ce qui pouvait paraître stable dans la politique britannique durant les décennies précédentes s'était en effet déjà effondré. Il suffit pour s'en convaincre de comparer la situation politique actuelle avec ce qu'elle était il y a environ trente-cinq ans, c'est-à-dire au début du second mandat de Margaret Thatcher. Le président des États-Unis était alors Ronald Reagan, la guerre froide était plus que jamais d'actualité, le mur de Berlin était debout pour plusieurs années encore, et Mikhaïl Gorbatchev allait bientôt devenir secrétaire général du Parti communiste soviétique. L'UE n'était encore que la Communauté économique européenne

¹ Dans cet article, nous nous appuyons sur une revue de la littérature consacrée au Brexit, citée au fil du texte, sur des données de la *British Election Survey* ainsi que sur des résultats de première main générée dans le cadre d'un projet financé par l'*Economic and Social Research Council* portant sur l'héritage du Thatcherisme au Royaume-Uni.

² Dans les pages suivantes, et sauf précision, le terme *Brexit* sera utilisé pour désigner à la fois la campagne pour le référendum de 2016, le vote et ses conséquences au moment de l'écriture de cet article (octobre 2019).

(CEE) et le débat sur l'Union monétaire était loin d'être engagé. Le Parti social-démocrate se scindait du *Labour*, tandis que des partis tels que les Libéraux-démocrates (LibDems) ou le UKIP (*UK Independence Party*) n'existaient pas encore. Au sein du *Labour* – et bien davantage que chez les conservateurs – la question européenne était un profond sujet de division.

Quelques trente ans plus tard, en 2015, les choses ont dramatiquement changé. Un parti de « droite radicale populiste »¹ (UKIP) remporte 13% des suffrages exprimés aux élections générales, alors que son score aux élections précédentes n'avait été que de 3%, et qu'il ne sera que de 1,8% aux élections de juin 2017. Lors de ces mêmes élections de 2015, un parti indépendantiste (le *Scottish National Party*, SNP) remporte 56 des 59 sièges alloués à l'Ecosse, tandis que les LibDems enregistrent le plus important recul de voix entre deux élections depuis la Seconde guerre mondiale (15%), juste après avoir participé à un gouvernement de coalition avec les conservateurs. De façon peut-être plus déconcertante encore, un Premier ministre *Tory* appelle à la suite de ces élections à un référendum sur l'appartenance du Royaume-Uni à l'UE qui, comme chacun le sait, se soldera par la victoire du *Brexit* en juin 2016.

L'écart entre 1985 et 2015 est frappant. Mais il n'est pas nécessaire de remonter jusqu'à 2015 pour être dérouté par la situation actuelle. Le vote de 2016 a en effet inauguré une nouvelle période d'événements proprement exceptionnels, dont les plus récentes auraient été inenvisageables il y a trois ans encore. Qui aurait en effet pu prédire qu'après avoir publiquement annoncé qu'elle ne le ferait pas, Theresa May appellerait à des élections générales en juin 2017, et ce pour asseoir sa majorité en vu des négociations avec l'UE ? Qui aurait pu prédire, dans un contexte où la fin du bipartisme au Royaume-Uni semblait actée, que les conservateurs et les travaillistes obtiendraient en 2017 leur plus fort ratio combiné de voix depuis 1970 ? Qui aurait pu prédire que May perdrait sa majorité aux Communes, et finirait par être contrainte de gouverner le *Democratic Unionist Party* (DUP) nord-irlandais ? Qui aurait pu prédire que Boris Johnson, qui lui succéda en juillet 2019, perdrait à son tour la majorité absolue après la défection de deux parlementaires au profit des LibDems ? Qu'il contribuerait lui-même à l'affaiblissement de son propre camp en excluant 21 élus conservateurs ayant apporté leur soutien à une loi visant à empêcher un *Brexit* sans accord ? Et qui, enfin, aurait pu prédire que Johnson demanderait à la Reine la suspension du Parlement avant que, moins d'un mois plus tard, la Cour suprême du Royaume-Uni ne déclare la suspension « illégale, nulle et sans effet » ? Il ne semble pas déraisonnable de répondre que personnes ne pouvait véritablement envisager ce spectaculaire enchaînement d'événements – et encore moins les relations complexes qu'ils entretiennent les uns avec les autres, à ce jour largement inexplorées.

Faut-il en conclure que plus qu'une fragilité de la science politique, cet état de fait met au jour un changement de nature de la politique britannique – peut-être même de la politique elle-même ? Serions-nous entrés dans une période plus contingente qu'auparavant ? Ou le *Brexit* serait-il à la science politique ce que la crise de 2008 avait été à la science économique, à savoir un événement brusque, inattendu et dont les causes comme les répercussions révèlent la fragilité des acquis les mieux établis de la discipline ?

Il pourrait être tentant de répondre à ces questions par l'affirmative. Pour l'essentiel, nous considérons toutefois que la réponse est non. Certes, les événements de l'ampleur du *Brexit* sont rares, mais le fait qu'ils soient impossibles à prédire ne permet pas en soit de les différencier sur cette base d'autres événements politiques. Il est légitime que le *Brexit* surprenne. Il mérite certainement qu'une attention prioritaire lui soit accordé. Mais les événements en apparence moins spectaculaire qui l'ont précédé et qui ont, nous y reviendrons plus loin, contribué à l'engendrer, ne furent pas moins contingents dans leur déroulé – comme le prouve la brève évocation du contexte de 2015, qui aurait été largement inenvisageable (et donc, imprévisible) pour un observateur de la politique britannique des années 1980. Dans le

¹ Caterina Froio, « Comparer les droites extrêmes », *Revue internationale de politique comparée*, Vol. 24, n°4, 2017, p. 373-399.

même ordre d'idée, il convient plus fondamentalement de noter que la science politique est tout à fait capable de rendre raison du *Brexit à posteriori*, incluant les épisodes les plus récentes. La situation actuelle apparaît à cette aune comme le fruit de l'articulation (contingente) de processus familiers à l'ensemble des politistes, en cela que chacun a fait l'objet d'une ample documentation par la littérature.

Ainsi, l'organisation du référendum se comprend assez bien comme une réponse de David Cameron à la division croissante de son parti autour de la question européenne, clivage du reste bien connu. Le recours au référendum plutôt qu'à un autre instrument électoral fait sens : il est largement acquis que les référendums sont de plus en plus considérés comme et utilisés pour résoudre des enjeux positionnels. La composition du vote révèle une nouvelle fois la double différenciation, régionale et géographique, des attitudes politiques au Royaume-Uni. La relative imprévisibilité du résultat est aussi le produit du déclin de l'alignement et de l'identification partisane et simultanément, de la volatilité électorale. On sait également qu'une partie de l'électorat, souvent désigné par la littérature sous le terme de « laissés pour compte » de la globalisation (cf. *infra*), manifeste depuis longtemps une anxiété croissante vis-à-vis de l'immigration et de la concurrence sur le marché du travail, thèmes liés (à tort ou à raison) avec l'élargissement de l'UE et la libre-circulation. De façon plus générale, ces opinions se forgent dans un contexte de hausse des inégalités, d'austérité et de faible croissance économique persistante. Ces différents facteurs sont considérés plus en détail dans la section suivante. Retenons à ce stade que mis bout-à-bout, ils permettent déjà d'identifier des lignes de fractures qui expliquent au moins partiellement et l'organisation du référendum et son résultat.

Au regard de ce qui a été dit plus haut, une telle affirmation nous mène immédiatement vers un carrefour complexe. Les événements actuels auraient donc été impossibles à envisager il y a cinq ans, et encore moins il y a une trentaine d'années. Mais ils semblent simultanément explicables une fois qu'ils se sont déroulés, sans requérir la construction de nouvelles catégories, peut-être même sans nécessiter la mise au jour de facteurs jusque-là inconnus. Un tel constat appelle une première clarification conceptuelle. Selon nous, la recherche en science politique ne peut être rigoureusement fondée que si elle renonce à une ambition *prédictive* (entendu ici dans un sens étroit, comme capacité à prédire et à anticiper) pour s'inscrire dans une démarche d'*intelligibilité rétrospective* (soit la capacité à faire sens d'une situation après coup, sur la base des ressources analytiques disponibles). Pour le dire autrement, la capacité à anticiper la survenue d'un événement n'est pas un bon test (et pas davantage un critère valide) de scientificité d'une théorie en science politique. En revanche, la faculté à le rendre intelligible rétrospectivement en est un. Si l'on s'accorde sur ce point, le *Brexit* n'est pas à la science politique ce que la crise de 2008 avait été pour le gros de la science économique. Ce que l'on peut reprocher aux économistes, ce n'est pas tant de ne pas avoir vu venir la crise, mais bien davantage le fait que leurs ressources conceptuelles et analytiques ne leurs ont pas permis de rendre intelligible la crise qu'ils n'ont pas anticipé¹.

1.2 Hobsbawm, Tilly et le statut de l'incertitude dans l'analyse politique

Juger de la solidité d'une théorie sur la base de sa capacité à rendre rétrospectivement intelligible un événement (plutôt que sur le fait de l'avoir correctement anticipé) est loin d'aller de soi dans la recherche en science politique, ou même dans les autres sciences sociales. Cette opposition prolonge en fait un débat ancien, relatif à ce que l'on peut dire ou connaître des événements historiques. Sur ce point, l'historien Eric Hobsbawm a livré une série de

¹ Voir pour une discussion Mark Blyth et Matthias Matthijs, « Black Swans, Lame Ducks and the mystery of IPE's missing Macroeconomy », *Review of International Political Economy*, Vol. 24, n°2, 2017, p. 203-231 et Jonathan Hopkin, « When Polanyi met Farage : Market Fundamentalism, Economic Nationalism and Britain's exit from the EU », *British Journal of Politics and International Relations*, Vol. 19, n°3, 2017, p. 465-478.

contributions décisives – suggérant explicitement qu’il était possible voire même souhaitable de prévoir les événements historiques, singulièrement ceux que l’on peut qualifier de critiques. Évoquant l’histoire britannique, il affirme ainsi :

‘Things turned out the way they did, and because they turned out the way they did, they couldn’t have turned any other way’¹.

Cet étrange aphorisme pourrait bien être l’antidote à ce qui a été énoncé dans la section précédente. En le reformulant dans les termes de la présente discussion, on obtient ainsi : « le référendum sur le Brexit, le vote sur le Brexit et les épisodes qui s’en sont suivis se déroulèrent chacun de la façon dont ils se sont déroulés et parce qu’ils se sont déroulés de cette façon, ils ne pouvaient pas s’être déroulés autrement »². Hobsbawm suggère ici que l’incertitude et par extension, la difficulté à prévoir un événement, est simplement le fait de notre manque de connaissance. En d’autres termes, on aurait pu prévoir mieux si on avait mieux su. Une telle conception amène donc à considérer, à rebours de ce qui a été dit dans la section précédente, que la prédiction est un moyen sûr pour tester de la valeur ou de la solidité d’une théorie. La survenue du *Brexit* était certaine – c’est simplement notre propre connaissance qui était défaillante (la survenue de l’événement n’était incertaine *que pour nous*). Hobsbawm n’a peut-être pas tort : après tout, un météorologiste qui devrait prévoir la météo pour octobre 2021 répondrait à juste titre que la séquence qui ‘produira’ la météo ce mois-là n’existe pas encore et qu’en conséquence, aucune prédiction n’est à ce jour possible. Il est en revanche certain que la météo sera bien là en octobre 2021 pour être prédite – simplement, elle ne l’est pas encore.

Il est utile, pour vérifier cette proposition, de l’appliquer directement au *Brexit* en nous demandant ce que nous aurions dû savoir pour prédire l’organisation d’un référendum sur l’appartenance du Royaume-Uni à l’UE, avec le résultat que nous connaissons. Pour que les choses se soient déroulées de la façon dont elles se sont déroulées, les conditions suivantes auraient dû être réunies – et ce sont ces épisodes qu’il aurait fallu prévoir (Tableau 1a).

Tableau 1a – Le test d’Hobsbawm

1. Cameron devait penser qu’il ne pouvait pas gagner les élections générales de 2015, au point de n’avoir rien à perdre à proposer un référendum sur l’UE dans son programme.
2. Cameron devait gagner les élections de manière nette et honorer cette promesse.
3. Cameron devait échouer à obtenir des concessions significatives de l’UE avant la tenue du référendum.
4. Il devait y avoir deux campagnes pour le *Leave*, élargissant l’offre des *Brexit* possibles et mutuellement incompatibles.
5. Boris Johnson devait rejoindre la campagne pour le *Leave*, en estimant qu’il ne pourrait pas gagner mais qu’il pourrait constituer une force suffisamment importante pour défier ultérieurement le leadership de Cameron.
6. La campagne en faveur du *Remain* devait essentiellement mobiliser un mélange d’arguments experts et dépolitisés.
7. Les ‘laissés pour compte de la globalisation’ devaient minimiser les conséquences économiques potentielles du *Brexit* et se prononcer sur des enjeux plus explicitement politiques.
8. Les sondages devaient sous-estimer le vote pour le *Leave*.

¹ Eric Hobsbawm, « Britain : a Comparative Perspective », dans Brian Brivati et Harriet Jones (dir.) *What difference did the war make ?*, Leicester, Leicester University Press, 1993, cité dans Colin Hay, *Political Analysis*, London, Palgrave, 2002.

² Sur la contingence et l’inévitabilité du *Brexit*, voir Helen Thompson, « Inevitability and Contingency : The Political Economy of Brexit », *British Journal of Politics and International Relations*, Vol. 19, n°3, 2017, p. 434-449 ; et Daniel Wincott, « Brexit Dilemmas : New Opportunities and Tough Choices in Unsettled Times », *British Journal of Politics and International Relations*, Vol. 19, n°4, 2017, p. 680-695.

-
9. De nombreux *Remainer* modérés (notamment les plus jeunes) devaient suivre les sondages en considérant le *Brexit* comme improbable et rester chez eux le jour du vote.
 10. Ed Miliband devait avoir réformé (en l'élargissant) le collège électoral du Parti travailliste (qui donnait auparavant un poids nettement plus grand au vote des syndicats), donnant l'impulsion à l'élection de Jeremy Corbyn qui en retour, devait se montrer réticent à s'engager dans la campagne référendaire.
-

Ces différentes conditions ne couvrent toutefois que la période allant de la campagne pour les élections générales de 2015 au vote en faveur du *Brexit*. Pour nous amener jusqu'à la situation actuelle, il aurait fallu pouvoir prédire d'autres épisodes (Tableau 1b).

Tableau 1b – Le test d'Hobsbawm (suite)

11. Theresa May devait chercher à étendre sa majorité de 2016, et ceci afin d'accroître ostensiblement sa position face aux négociateurs européens.
 12. Cette stratégie devait échouer au point que May finisse par être dépendante des faveurs du DUP nord-irlandais pour conserver sa majorité au parlement, faisant de la question de la frontière irlandaise un motif de rupture des négociations.
 13. Les soutiens du *Brexit* devait se mobiliser pour faire en sorte que le parlement ait le dernier mot sur tout accord passé avec l'UE, en dépit de l'absence de majorité parlementaire claire en faveur du *Brexit* qu'ils cherchaient à obtenir de l'UE.
 14. May devait accéder à leur demande.
 15. May devait résister, sur une période de deux semaines, à un vote de défiance au sein de son propre parti, à la plus grande défaite de l'ère démocratique d'une administration en place dans le cadre d'un vote parlementaire, décider de poursuivre son mandat jusqu'à ce que le *Brexit* soit effectif, pour finalement démissionner.
 16. Une majorité de parlementaires travaillistes, LibDems, SNP et Verts devait penser qu'en votant contre l'accord proposé, il aurait été possible d'obtenir soit que le *Brexit* n'ait pas lieu, soit qu'il soit considérablement aménagé, tandis qu'une majorité de parlementaires conservateurs devait considérer que rejeter l'accord leur permettrait soit d'obtenir un *Brexit* sans accord, soit plus dur – en somme, que chaque force en présence aux Communes considère qu'un vote contre les accords négociés lui permette au final d'obtenir un résultat conforme à ses préférences.
 17. Boris Johnson, qui succéda à Theresa May à la fonction de Premier ministre, devait demander la suspension du Parlement de septembre à la mi-octobre.
 18. En septembre 2019, le Parlement devait voter une loi obligeant Boris Johnson, qui succéda à May à la fonction de Premier ministre en juillet 2019, à solliciter un nouveau report de trois mois du *Brexit* si aucun nouvel accord n'était conclu d'ici au 19 octobre.
 19. Boris Johnson devait contribuer lui-même à l'affaiblissement de sa propre majorité en excluant du Parti conservateur les 21 élus ayant voté pour le report.
 20. La Cour suprême britannique devait suivre l'avis de la Haute cour d'Ecosse en déclarant la demande de suspension du Parlement illégale.
-

Alors qu'elle n'est certainement pas exhaustive, cette liste est déjà considérable. Certes, plusieurs de ces épisodes s'inscrivent dans des interactions sur le temps court, et pourraient très bien n'avoir aucune répercussion sur le long terme. Mais l'étendue de la liste, la diversité des phénomènes qui y sont recensés, sans compter le nombre d'épisodes volontairement ignorés ici à des fins de clarté (que l'on songe à l'impact des relations avec l'UE ou avec d'autres pays sur la tournure de ces événements) invite à douter de l'aphorisme d'Hobsbawm. Au-delà de la quantité d'information qu'il semblait nécessaire de maîtriser pour tout voir venir, la liste suggère surtout qu'un grand nombre de choix décisifs résultent de calculs et d'arbitrages qui auraient bien pu être totalement différents. Des stratégies délibérées ont échoué, et de nombreuses décisions ont changé le cours des événements de façon inattendue, que ce soit du point de vue des acteurs comme des observateurs.

Hobsbawm, manifestement, se trompe. La politique se fait, et dans le moment où elle se fait, elle est indéterminée. Ainsi que l'énonce un non moins célèbre historien, Charles Tilly, 'we now live in one of many possible worlds'¹. En d'autres termes, il y a toujours de multiples dénouements possibles aux événements politiques. Cela ne rend pas tous ces dénouements également possibles ou probables. Mais cela signifie que notre futur est toujours incertain – et incertain sur le plan *ontologique* (l'évènement, au moment où il se déroule, pourrait s'être déroulé différemment) et non pas seulement sur le plan *épistémologique* (nous ne disposons pas encore de connaissances suffisamment précises pour savoir de quoi notre futur sera fait).

1.3 Vers une analyse non-déterministe des événements critiques

L'opposition entre prédictibilité et intelligibilité rétrospective, en cela qu'elle repose sur deux visions antagonistes de la position de l'analyse politique, comporte de nombreuses implications méthodologiques. Le point de différence majeur entre ces deux conceptions se situe assurément autour de la question de la contingence, largement ignorée par Hobsbawm, centrale pour Tilly. Les recherches sur les événements critiques se répartissent inégalement entre ces deux pôles.

Dans le champ des méthodes quantitatives, cette polarisation a été clairement exposée par Sean Gailmard. Dans un ouvrage dont la vocation est essentiellement méthodologique, il entend démontrer que de nombreuses méthodologies quantitatives en science politique – Gailmard parle essentiellement des différentes techniques de régression, mais son constat pourrait être généralisé à d'autres – ne tiennent pas suffisamment compte de la contingence inhérente au déroulé des événements historiques². Pour illustrer son propos, Gailmard prend l'exemple des révolutions sociales étudiées par Theda Skocpol³. Pour rendre compte de la survenue d'une révolution, la recherche quantitative en science politique s'est longtemps attachée à répertorier les différentes variables pouvant l'expliquer (évolutions démographiques, fluctuations anormales du prix de certaines denrées alimentaires, déclin de la pratique religieuse, hausse du taux d'alphabétisation, etc.). Le pouvoir explicatif de ces variables était ensuite testé sur un nombre plus ou moins grand de cas, ce qui permettait d'isoler un ensemble de déterminants. La plupart du temps, les théories élaborées de la sorte échouaient à prédire ou à expliquer la survenue de révolutions ultérieures. Cette difficulté fut généralement surmontée par l'intégration de nouvelles variables aux modèles existants, ceci pour tenir compte de nouvelles révolutions ou d'autres qui n'avaient pas été intégrées par les analyses précédentes.

Cette manière de répondre au problème de l'incertitude se résume assez bien dans les termes de Hobsbawm. Les révolutions sont là, des tendances lourdes (ou moins lourdes) ont contribué à les provoquer, mais ces tendances sont d'une telle complexité qu'il faut accumuler un grand nombre de variables et de données, certaines échappant encore à notre connaissance, pour expliquer les raisons de leur déclenchement avec certitude. Les révolutions sociales sont assurément des événements critiques particulièrement complexes, et les politistes sont conscients du fait qu'un jeu de variables, même très grand, ne peut expliquer l'ensemble de leurs déterminants. Aussi améliorent-ils pas à pas leurs modèles, jusqu'à aboutir, à force de complexification, à une théorie qui, l'espèrent-ils, fournira une explication complète et définitive des causes des révolutions sociales. On trouve une telle démarche reproduite à l'identique dans des domaines aussi différents que le déclenchement des guerres civiles évoqué en introduction ou la mesure du niveau de démocratisation d'un pays⁴.

¹ Charles Tilly, « How (and What) are Historians Doing? », dans David Easton et Corine Schelling (dir.) *Divided Knowledge: Across disciplines, across cultures*, New York, Sage, 1991.

² Sean Gailmard, *Statistical Analysis and Inference for the Social Science*, New York, Cambridge University Press, 2014.

³ Theda Skocpol, *States and Social Revolutions*, New York, Cambridge University Press, 1979.

⁴ Voir pour une discussion Shawn Treier et Simon Jackman, « Democracy as Latent Variable », *American Journal of Political Science*, vol. 52, n°1, 2008, p. 201-217.

Pour Gailmard, cette vision est erronée. D'abord parce que réunir et modéliser l'ensemble des processus ayant conduit à une révolution sociale est impossible, et qu'il subsistera toujours des éléments qui nous échapperont. Cette incertitude théorique se double d'une autre, dite fondamentale, qui tient aux spécificités même des processus politiques. Elle est fondamentale dans le sens où elle tient à la contingence desdits processus, et qu'on ne saurait la réduire par des explications plus poussées, l'ajout d'autres variables ou par une meilleure maîtrise des contraintes d'échantillonnage. L'incertitude fondamentale signifie, dans les termes de Gailmard, que si l'on relançait l'histoire du XVIII^{ème} siècle français à la manière d'un modèle statistique, les processus ayant conduit à la Révolution ne seraient pas nécessairement les mêmes que ceux qui ont pu être effectivement observés. Peut-être même que la Révolution n'advierait pas, où se déroulerait sous une autre forme. Dans une formule qui semble répondre directement à Hobsbawm, Gailmard affirme ainsi : *'innumerable events could have turned out differently and could have materially affected the outcome. Therefore, any assessment of the necessary or sufficient conditions for social revolutions based on France's history as it actually did unfold could conceivably be illusory'* (p. 78). De nombreuses solutions, dont la discussion outrepasserait largement le périmètre du présent article, existent pour combler cet écueil. Elles font notamment appel à la théorie des probabilités et visent explicitement, pour chaque événement observé, à intégrer le fait que celui-ci aurait pu ne pas advenir. Dans la classification de Clarke et Primo, cette conception invite donc à ne pas assigner aux modèles statistiques une fonction « fondationnelle » (apporter des informations sur une classe générale et apparemment homogène de problèmes) ou prédictive, mais plutôt « structurale » (organiser la généralisation de faits connus)¹.

Les méthodes qualitatives seraient-elles mieux armées pour refléter la part de contingence inhérente à tout événement politique ? La réponse, selon nous, est la même que pour les méthodes quantitatives – elle dépend de la façon dont ces méthodes sont construites et utilisées. De nombreux travaux, qui accordent pourtant une place prépondérante aux méthodes qualitatives, reconduisent ainsi l'écueil déterministe de certaines approches quantitatives discutées par Gailmard. Dans un ouvrage consacré à la *pathway analysis*, une méthode proche du *Process Tracing*, Nicholas Weller et Jeb Barnes proposent par exemple un large éventail de techniques qualitatives pour renforcer les inférences fondées sur l'analyse quantitative d'un plus grand nombre de cas². Il ne s'agit pas de discuter ici de la portée de cette approche³. On notera toutefois que lorsqu'il s'agit de leur assigner une ambition théorique, notamment en ce qui concerne l'étude des événements critiques, Weller et Barnes adoptent pour les méthodes qualitatives la même conception déterministe que celle qui gouverne de nombreuses approches quantitatives. Selon eux, il est en effet possible, par la multiplication de recherches qualitatives sur un petit nombre de cas, de recenser l'ensemble des mécanismes liant un événement à expliquer à différentes variables indépendantes. On retrouve donc dans cette approche une même conception – épistémologique – de l'incertitude que chez Hobsbawm, qui voudrait que l'on n'aurait qu'à réduire ladite incertitude en acquérant une compréhension plus exhaustive de l'événement ou du processus étudié en additionnant les cas d'étude ou les variables mesurées⁴.

¹ Kevin Clarke et David Primo, « Modernizing Political Science : A Model-based Approach », *Perspective on Politics*, Vol. 5, n°4, 2007, p. 741-753.

² Nicholas Weller et Jeb Barnes, *Finding Pathways : Mixed-Method Research for Studying Causal Mechanisms*, New York, Cambridge University Press, 2014.

³ Voir à cet égard Cyril Benoît, « Sur le statut des 'cas' dans les méthodes mixtes », *Revue française de science politique*, vol. 67, n°1, p. 173-176.

⁴ Voir également pour une discussion l'introduction de la 3^{ème} édition de Michel Dobry, *Sociologie des crises politiques*, Paris, Presses de Sciences Po.

Les différentes déclinaisons du *Process Tracing* peuvent également être plus ou moins perméables à l'intégration de la contingence dans l'analyse¹. Cette méthode peut s'avérer tout à fait compatible avec la démarche d'intelligibilité rétrospective que nous appelons ici de nos vœux, à condition d'adopter un certain nombre de précautions. Elles consistent pour l'essentiel à rejeter le postulat selon lequel il pourrait y avoir une situation (de référence) d'équilibre institutionnel, comme le fait généralement le néo-institutionnalisme du choix rationnel lorsqu'il a recours à cette méthode. Elle implique également de ne pas postuler d'effet mécanique des institutions en optant pour un usage plus inductif du *Process Tracing*, au plus près des mouvements de (ré)institutionnalisation et de désinstitutionnalisation provoqués par le travail politique des acteurs². Un usage déductif est toutefois possible : face à une théorie liant différents processus, le *Process Tracing* pourra précisément être utilisé pour faire apparaître la contingence de cette articulation, afin de dépasser la logique fonctionnelle postulée par la théorie en question³.

2. Le référendum, le Brexit, et l'économie politique du Royaume-Uni

2.1 Comment expliquer la victoire du Brexit ?

Nous avons longuement insisté dans la section précédente sur le caractère imprévisible du *Brexit* et sur l'importance, plutôt que de déplorer cette situation, de rendre intelligible rétrospectivement cet événement critique. La période ouverte par la victoire du *Leave* en 2016 est certainement plus instable et plus incertaine que celles qui l'ont précédé. Mais nous avons aussi souligné que cet état de fait ne devait pas simultanément amener à considérer qu'il n'y avait rien de contingent dans les évolutions en apparence moins spectaculaires de la politique britannique des trente dernières années. De même, il serait vain de se fixer sur un ou plusieurs points d'équilibre là où rétrospectivement, il apparaît qu'il y eut surtout des processus plus ou moins discrets et contradictoires d'institutionnalisation et de désinstitutionnalisation permanents. Alors, et si le vote de 2016 est le fruit de l'articulations de ces processus, de quelle articulation – et de quels processus – parle-t-on ?

Plusieurs éléments contextuels doivent être évoqués avant de répondre plus précisément à cette question. Comme chacun sait, le *Leave* l'a emporté avec 51,9% des suffrages exprimés. Le taux de participation était de 72,2%, un chiffre plus élevé de 8 points que lors du référendum de 1975, la dernière (et unique) fois que les britanniques étaient appelés à répondre à une question similaire – dans un contexte où la participation électorale était pourtant plus élevée⁴. Avec 17,4 millions de voix pour le *Leave* et 16,1 millions de voix pour le *Remain*, il s'agit donc du vote le plus large dans l'histoire du Royaume-Uni. Toutefois – et c'est là un point crucial – seules deux nations constitutives votèrent pour le *Leave* (qui l'emporte avec respectivement 53,4% et 52,5% des voix en Angleterre et au Pays de Galles, tandis que le *Remain* atteint des scores de 62% et 55,8% en Ecosse et en Irlande du Nord, avec cependant des taux de participation plus faibles. Alors que le vote *Remain* fut majoritaire dans l'ensemble des districts écossais, 241 districts anglais sur 293 (en dehors de Londres) votèrent pour le *Leave*.

¹ Voir pour une présentation détaillée Bruno Palier et Christine Trampusch, « Comment retracer les mécanismes causaux ? Les différents usages du *Process Tracing* », *Revue française de science politique*, Vol. 68, n°6, p. 967-990.

² Voir sur ce point Colin Hay, « Good in a crisis : the ontological institutionalism of social constructivism », *New Political Economy*, Vol. 21, n°6, 2016, p. 520-535.

³ Cyril Benoît, « Établir les phénomènes de capture réglementaire : les apports du *Process Tracing* Bayésien », *Revue française de science politique*, Vol. 68, n°6, 2018, p. 1039-1060.

⁴ En février 1974, le Parti travailliste s'engage au cours de la campagne pour les élections générales à soumettre à un référendum la question du maintien du Royaume-Uni dans la Communauté économique européenne (CEE), actée sous la majorité précédente et effective depuis janvier 1973.

Des corrélations fortes ont été établies entre soutien au *Leave* (tant au niveau individuel qu'au niveau des districts) et faible niveau d'instruction, faibles niveaux de revenus, âge, augmentation récente de l'immigration (au niveau régional, mais pas au niveau agrégé), opposition à l'immigration, soutien pour le UKIP ou pour le Parti conservateur, identification nationale (par opposition à l'identification britannique ou européenne) et, de façon plus surprenante peut-être, faible usage déclaré d'internet et des smartphones¹. Dans l'ensemble, et en partie du fait de ces résultats, le vote pour le *Leave* a été largement décrit comme celui des « laissés pour compte » ou des « oubliés » (*left behind*) de la globalisation².

De nombreuses contributions se sont focalisées sur les variables pséphologiques du vote. Leur effet constaté nous semble toutefois être le produit d'un ensemble de recompositions plus profondes qui ont été diversement abordées dans la littérature. L'interaction de quatre facteurs principaux est selon nous à l'œuvre ici. Bien qu'ils ne soient pas toujours examinés de front, deux premiers facteurs sont assez bien documentés. Le premier est la stratégie politique de David Cameron ; le deuxième, l'effet combiné de la désaffection politique et de la dislocation socio-économique sur les différentiels de participation. Deux autres facteurs ont en revanche été moins discutés, à savoir le rôle des sondages et la capacité des deux campagnes, du fait de leur cadrage, à attirer une frange plus ou moins grande de leurs électeurs potentiels.

Le premier facteur est donc la stratégie de Cameron et plus précisément, les raisons qui l'ont poussé à promettre l'organisation d'un référendum sur l'appartenance du Royaume-Uni à l'UE lors des élections générales de 2015. Il convient de noter que cette promesse a été formulée dans un contexte où il semblait improbable que le Parti conservateur dût un jour l'honorer – étant entendu que s'il n'était pas impossible qu'il gagne les élections, aucun observateur ne le pensait en mesure de gouverner seul aux Communes. Ajoutons que parmi ses partenaires potentiels pour former une coalition, seul UKIP aurait accepté qu'un tel référendum soit inscrit à l'agenda – et il est probable qu'il en aurait fait la condition *sine qua non* pour un gouvernement de coalition dans tous les cas. De même, l'Europe était un enjeu secondaire pour une très grande partie de l'électorat (Figure 1). Dans l'ensemble, le choix d'organiser un référendum pouvait donc raisonnablement être envisagé comme étant sans véritables conséquences. Son irruption dans la campagne s'explique à la fois par des évolutions de long terme et des calculs effectués sur le temps plus court. Depuis la fin des années 1980, les *Tories* s'opposent en effet, et de plus en plus explicitement, sur la question européenne. Ainsi, l'organisation du référendum doit d'abord et avant tout se comprendre comme une tentative maladroite de Cameron pour forcer les conservateurs à clarifier leur position sur l'UE. Les oppositions des années 1990, et notamment celles qui firent suite au discours de Bruges de Margaret Thatcher en 1988, ainsi que le *Black Wednesday* (mercredi noir, lors duquel les britanniques se sont retirés du mécanisme de taux de change européen) se sont considérablement renforcées depuis. Du point de vue de Cameron, poser la question du Brexit fut donc une manœuvre visant à s'appuyer sur l'électorat pour clarifier une ligne partisane devenue de plus en plus difficile à dégager en interne.

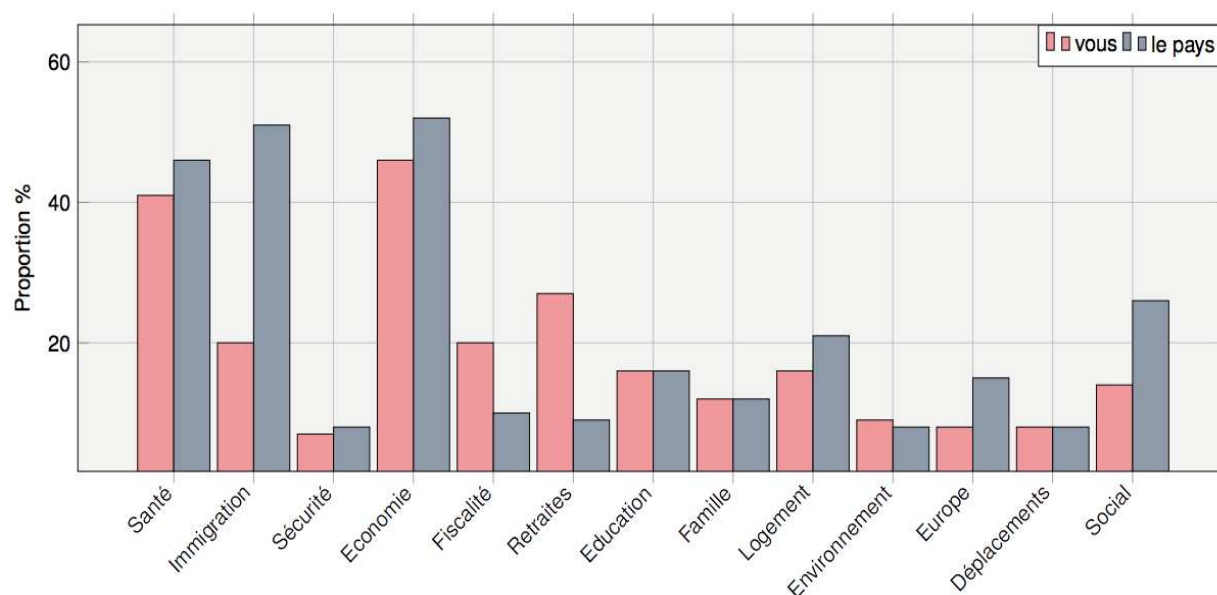
Figure 1 – Importance de l'enjeu européen avant les élections générales de 2015

Q : « quels sont selon vous les enjeux les plus importants pour vous/pour le pays ? »

¹ Voir notamment Eleonora Alabrese, Sascha Becker, Thiemo Fetzer et Dennis Novy, « Who voted for Brexit ? Individual and Regional Data Combined », *European Journal of Political Economy*, Vol. 56, 2018 p. 132-150 ; Harold Clarke, Matthew Goodwin et Paul Whiteley, *Brexit : Why Britain Voted to Leave the European Union*, Cambridge, Cambridge University Press, 2017 ; Matthew Goodwin et Caitlin Milazzo, « Taking Back Control ? Investigating the role of immigration in the 2016 vote for Brexit », *British Journal of Politics and International Relations*, Vol. 19, n°3, p. 450-464 ; Sara Hobolt, « Brexit : A divided nation, a divided continent », *Journal of European Public Policy*, Vol. 23, n°9, 2016, p. 1259-1277.

² Voir les références précitées ainsi que Robert Ford et Matthew Goodwin, *Revolt on the Right : Explaining Support for the Radical Right in Britain*, London, Routledge, 2014.

Source : Yougov (2015)



Un parallèle peut à cet égard être dressé entre cette stratégie et celle de Harold Wilson, Premier ministre travailliste qui fut à l'initiative du premier référendum sur l'appartenance du pays à la CEE en 1975¹. Le *Labour* était alors fortement divisé par la question européenne et le référendum fut là aussi considéré par Wilson comme un moyen de discipliner le parti. Le 'oui' l'emporta avec 64,5% des suffrages exprimés, bien que plusieurs contrastes intéressants puissent être relevés avec le contexte actuel. Une majorité d'électeurs conservateurs votèrent ainsi pour le maintien du pays dans la CEE, de même, c'est en Angleterre que s'exprima la plus forte majorité pour le oui – qui fut aussi majoritaire, mais dans des proportions moindres, en Irlande du Nord et en Ecosse (où l'on trouve d'ailleurs les deux seules régions ayant majoritairement voté non). En revanche, le cadrage de l'enjeu européen fut relativement similaire entre les partisans du *Yes* en 1975 et ceux du *Remain* en 2016. Dans les deux cas, l'adhésion à l'Europe fut globalement présentée comme le fruit d'un consensus d'experts et cadré en des termes essentiellement économiques². Il semble toutefois que cette conception experte et dépolitisée ait perdu de son pouvoir d'attraction auprès de l'électorat – un point crucial sur lequel nous revenons dans la section suivante.

Le deuxième facteur d'explication que nous avons mentionné concerne les différentiels de participation entre soutiens potentiels du *Remain* et du *Leave*³. Il n'est pas certain qu'une majorité des britanniques en âge de voter était favorable au *Brexit* en juin 2016⁴. On peut ainsi relever, comme toujours, des différences importantes entre les préférences des votants potentiels d'un côté et ceux qui étaient à la fois inscrits sur les listes électorales et qui se sont déplacés de l'autre. Pour en prendre la mesure, il convient de décomposer les écarts de participations finaux et leurs effets respectifs sur le résultat. Un premier effet des différentiels de participation est lié la propension des plus âgés à voter davantage, et bien plus massivement

¹ Robert Saunders, « A Tale of Two Referendums : 1975 and 2016 », *Political Quarterly*, Vol. 87, n°3, p. 318-322.

² Voir David Butler et Uwe Kinzinger, *The 1975 Referendum*, London, Palgrave, 1976 ; Oliver Daddow, *Harold Wilson and European Integration : Britain's Second Application to the EEC*, New York, Routledge, 2016 ; Anthony King, *Britain says yes : 1975 Referendum on the Common Market*, Washington, American Enterprise Institute Press, 1977.

³ En plus des articles et ouvrages cités, on s'appuie ici sur les données de la Electoral Commission, et notamment sur les données présentées dans « Results and turnout at the EU Referendum », Juillet 2019 accessible en ligne ([lien](#)), accédé le 9 octobre 2019.

⁴ Voir Clarke et al., *op. cit.*

pour le *Leave*¹. Le second tient aux variations nationales en termes de niveaux de participation, avec des taux nettement plus faibles dans l'Ecosse et dans l'Irlande du Nord opposées au *Brexit* que dans l'Angleterre et le Pays de Galles pro-*Brexit*. De façon générale, la participation fut plus faible là où il n'y eut presque pas ou pas de campagne pour le *Leave* (comme ce fut le cas pour la quasi-totalité du territoire écossais), ainsi que là où les électors étaient accoutumés à n'avoir que peu ou pas d'impact sur les résultats électoraux à l'échelle du Royaume-Uni. Le troisième sous-facteur est un 'effet Londres'. La participation fut en effet plus faible dans les secteurs de la ville (souvent les plus peuplés) où le soutien au *Remain* était le plus fort (il s'agit typiquement de quartiers caractérisés par des forts taux de (d'im)migrations et de pauvreté). Le seul (et quatrième) facteur significatif poussant dans la direction opposée fut, sans surprise, le niveau d'éducation, fortement corrélé à la fois à des niveaux de participation et de soutien pour le *Remain* plus élevés².

Il est également crédible de penser que les sondages jouèrent un rôle décisif au cours de la campagne – un troisième facteur peu discuté à notre connaissance par la littérature consacrée au *Brexit*. Il est en effet bien établi que tout au long de la campagne, l'ampleur du vote en faveur du *Leave* a été sous-estimée de façon presque constante. Cette erreur a été en grande partie commise en raison de la capacité de la campagne pour le *Leave* à mobiliser les électeurs les plus éloignés ou les moins habitués à voter – et symétriquement, à l'incapacité des sondages à avoir vu et à intégrer cette faculté dans leurs modèles prédictifs. Cette difficulté n'a rien de vraiment surprenant, eu égard aux difficultés méthodologiques inhérentes à la prédiction d'un vote dans le cadre d'un référendum ponctuel tel que celui-ci. Mais une telle incapacité ne fut certainement pas dénuée d'implications sur le résultat. D'abord, les erreurs des sondeurs ont pu contribuer à maintenir chez eux une frange significative des partisans du *Remain*, en cela qu'elles les ont encouragés à penser qu'il n'était pas nécessaire de se déplacer pour faire gagner leur camp. Deuxièmement, et inversement, ces sondages pourraient aussi avoir motivé la mobilisation des partisans du *Leave*. En rendant sa victoire improbable, ils pourraient bien avoir conféré à ce vote une dimension essentiellement symbolique et dénuée d'implications réelles. Voter pour le *Leave* pouvait dans ce contexte apparaître comme un moyen d'envoyer un signal de désapprobation aux *establishments* britanniques et européens à peu de frais.

Une leçon plus globale peut être tirée de cet échec. Bien que les instituts de sondage aient globalement fait leur autocritique après le vote, celle-ci fut le plus souvent limitée : réexaminant leurs méthodologies à la lumière de leur incapacité à avoir anticipé le vote pour le *Brexit*, nombreux furent ceux qui conclurent qu'ils avaient procédé dans les règles de l'art et que leurs analyses n'étaient finalement pas si éloignées de la réalité³. Certes, les résultats électoraux sont difficiles à prédire, notamment dans les périodes de forte volatilité électorale, et les référendums le sont d'autant plus. En outre, les estimations ainsi que celles pour les élections générales de 2015 et de 2017, bien que fausses en cela que les résultats n'avaient pas été anticipés, sont toutes comprises dans la marge d'erreur. Les éléments avancés plus haut ne permettent toutefois pas de se satisfaire d'une telle conclusion. La question n'est pas de savoir si les sondeurs firent de leur mieux d'un point de vue méthodologique. Rien ne permet en effet d'affirmer que ce ne fut pas le cas. L'échec, selon nous, concerne davantage la présentation de leurs analyses et de leurs méthodologies. Si les sondages sont toujours délicats, et s'ils le sont doublement pour des référendums, alors les mises en garde d'usage auraient dû être présentées de façon beaucoup plus explicite. La responsabilité de ceux qui étudient la politique (incluant les sondeurs) nécessite en effet une exposition beaucoup plus précoce et claire des limites

¹ Mark Franklin, *Voter Turnout and the Dynamics of Electoral Competition in Established Democracies since 1945*, Cambridge, Cambridge University Press.

² Alabrese et al., *art. cit.*

³ Voir par exemple Patrick Sturgis, Nick Baker, Mario Callegaro et al., « Report of the Inquiry into the 2015 British General Election Opinion Polls », Londres, Market Research Society/British Polling Council, 2015.

méthodologiques de leurs enquêtes, et notamment auprès de leurs destinataires. Il est tout simplement insuffisant de dire que la science ne s'était pas beaucoup trompée et que le résultat était compris dans la marge d'erreur si le public n'avait même pas connaissance du fait qu'il y avait une marge d'erreur – où ne savait tout simplement pas ce qu'était ou impliquait une marge d'erreur.

2.2 *Le Brexit et la question de l'expertise*

La stratégie de Cameron, les différentiels de participation et le rôle des sondages sont assurément des facteurs (ou des ensembles de facteurs) qui ont joué un rôle décisif dans la genèse du vote en faveur du *Brexit*. Une série processus se sont rejoints et ont interagis, expliquant pour une large part le résultat de juin 2016. Un autre facteur, qui permet d'éclairer ceux-ci sous un autre angle, doit toutefois être considéré. Il concerne le différentiel de participation entre la frange de l'électorat qui considère le *Brexit* comme un enjeu de type « valence » et celle qui par opposition voit en lui un enjeu positionnel, une polarisation qui du reste rejoint celle des campagnes en faveur du *Remain* et du *Leave*.

La première a en effet largement cherché à mobiliser ses soutiens en présentant la question du maintien du Royaume-Uni dans l'UE comme un enjeu concernant directement le bien commun, un sujet qui devait faire consensus. Pour le camp du *Remain* dans sa globalité, l'adhésion du pays à l'Union apportait une série de bénéfices (notamment économiques) que l'on pouvait établir en recourant à l'expertise appropriée. Symétriquement, le *Brexit* était présenté comme mauvais pour l'ensemble de la société, à nouveau pour peu que l'on se dote des indicateurs ou de l'expertise adéquate. Il s'agit là d'un cadrage qui contraste vivement avec celui qui a dominé la campagne (officielle et non officielle) en faveur du *Leave*, qui a largement cherché à faire du référendum un enjeu positionnel – une question politique et non économique, une question de valeurs, de conviction personnelle et d'identité qui ne pouvait pas être réduite à un ensemble de considérations techniques, une question qui n'aurait jamais pu être tranchée ou déléguée à des experts. Ce rejet délibéré de l'expertise par les partisans du *Leave* fut répété et explicite – comme lorsque Michael Gove, ancien Secrétaire d'État à la Justice et aujourd'hui en charge de préparer le *Brexit*, déclara que les citoyens britanniques « en avaient assez des experts ». Or, il est assez largement acquis que le type d'arguments mobilisés par la campagne en faveur du *Remain* s'accompagne d'une difficulté croissante à mobiliser les électeurs, en tout cas en des proportions plus grandes que les campagnes positionnelles comme celle en faveur du *Brexit*¹ – un phénomène du reste amplifié par le fait que de nombreux électeurs sous-estimaient la possibilité que le *Leave* puisse l'emporter.

Dans une large mesure, le vote de juin 2016 confirme donc le rejet, par une partie de l'électorat au moins, d'une tendance de fond de l'évolution des démocraties libérales – à savoir, la reformulation d'enjeux positionnels en enjeux valence, et leur prise en charge à des degrés divers par des experts. Dans les années 1960 et 1970, les élites politiques étaient ainsi considérées comme étant elles-mêmes capables de produire ou d'arbitrer entre différentes expertises et gouverner (en partie sur cette base) dans le sens du bien commun. Cette forme de paternalisme peut en un sens être considérée comme l'apogée des États bureaucratiques modernes. Dans les années 1980 et 1990, et notamment dans les démocraties anglo-saxonnes, cette conception s'est progressivement érodée. Les élites politiques furent considérées comme n'étant pas ou plus capables de produire ou d'arbitrer entre différentes formes d'expertise, du moins sans la dénaturer en la politisant à l'excès². Un diagnostic s'est peu à peu répandu, selon lequel il était préférable de dépolitiser au maximum la connaissance produite sur des enjeux ou

¹ Colin Hay, *Why we Hate Politics*, Cambridge, Polity Press, 2007.

² Peter Burnham, « New Labour and the Politics of Depoliticisation », *British Journal of Politics and International Relations*, Vol. 3, n°2, 2001, p. 127-149.

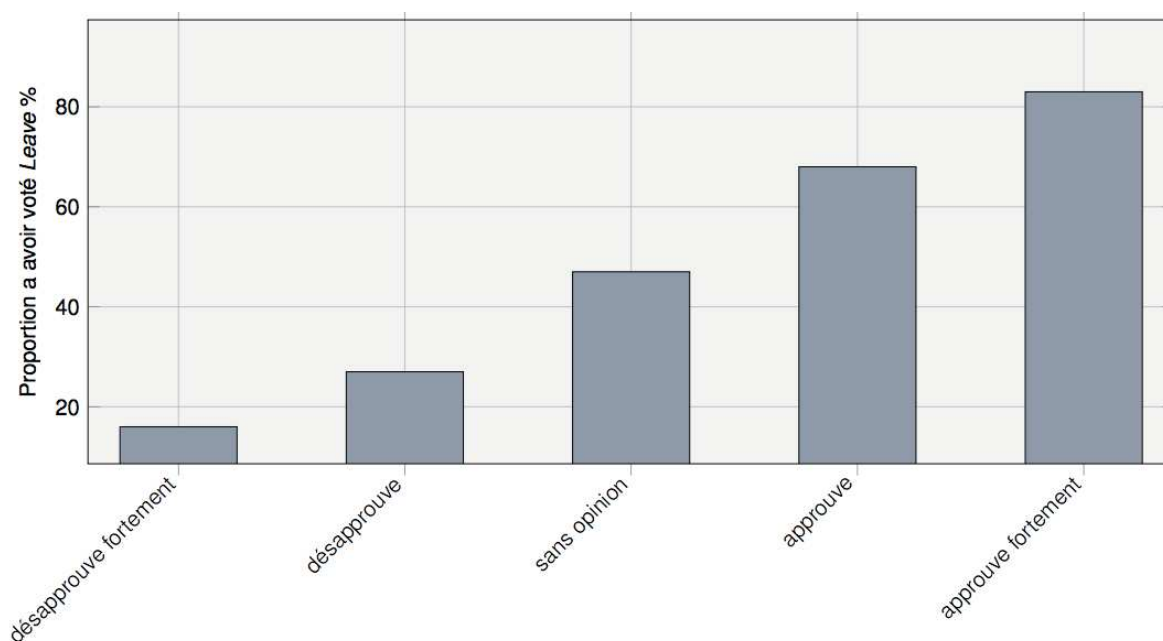
des secteurs d'action publique données en la retirant des mains des acteurs politiques. Les experts furent donc peu à peu considérés comme étant les mieux placés pour établir le bien commun, à condition que cette expertise soit isolée au maximum de l'influence politique. Dans ce contexte, un grand nombre d'enjeux positionnels – notamment économiques, comme par exemple l'indépendance des banques centrales – furent ainsi requalifiés et présentés comme des sujets techniques, qui devaient être résolus dans les cercles formellement indépendants de l'expertise publique, parapublique ou privée.

Le *Brexit* rejette cette clef de répartition. Son mot d'ordre – « *taking back control* » – n'exprime pas seulement une volonté de reprise en main d'un pouvoir perdu quelque part à Bruxelles, mais aussi du pouvoir politique des mains des experts, et peut-être aussi des élites politiques tentées de céder le pouvoir qui leur était confié à des experts. Cette dimension du vote apparaît dans différentes sources de données¹, bien qu'elle ait été à notre connaissance insuffisamment commentée. Lorsque la question du rapport à l'expertise des électeurs fut explicitement posée, comme ce fut le cas dans le cadre de la 9^{ème} vague de la *British Election Survey*, les résultats furent néanmoins explicites. Plus les individus interrogés préfèrent faire confiance à l'opinion de « gens ordinaires » plutôt qu'à celle « d'experts », et plus déclarent avoir voté pour le *Leave* (Figure 2).

Figure 2 – Rejet de l'expertise et vote pour le Leave

Q : « Je préfère faire confiance à l'opinion de gens ordinaires plutôt qu'à celles d'experts »

Source : *British Election Study*, résultats de la 9^{ème} vague, octobre 2016



Des données plus récentes permettent de mieux cerner le profil des électeurs qui ont été attirés par la campagne positionnel du *Leave*. Dans le cadre d'un projet consacré à l'héritage du Thatcherisme au Royaume-Uni, une enquête nationale a été conduite au cours de l'année 2018 auprès d'un échantillon représentatif de citoyens âgés de plus de 16 ans. Plusieurs items furent directement construits pour identifier les prédictors du vote pour le *Brexit*. L'enquête a ainsi permis de constater que les individus combinant nostalgie économique et expression de valeurs néo-conservatrices étaient ceux qui avaient les plus grandes chances d'avoir voté pour le *Leave*. On constate ainsi que ceux dont les scores sont les plus élevées sur les indices « valeurs néo-conservatrices » et « nostalgie économique » et relativement bas sur l'indice d'adhésion au néo-

¹ Voir notamment Sara Hobolt, art. cit.

libéralisme économique ont significativement plus de chance d'avoir voté pour le *Brexit* que le reste de l'échantillon. Ces données sont donc également révélatrices d'une tension, qui n'est pas le moindre des paradoxes soulevés par le *Brexit*, entre rejet ou adhésion au néolibéralisme économique d'un côté et néo-conservatisme et nostalgie économique de l'autre. Cette tension essentielle fut également centrale dans les événements qui ont suivi le vote bien qu'il est loin d'être certain que cette combinaison, majoritaire parmi les soutiens du *Leave*, soit celle qui fut et sera effectivement suivie dans la réponse qui sera apportée au résultat du référendum¹.

2.3 Un post-néolibéralisme ?

Nous avons discuté dans la première partie de cet article de ce qu'il était possible de dire des événements critiques, en prenant explicitement nos distances avec l'idée selon laquelle on pouvait les prédire. Faudrait-il pour autant en conclure que l'on ne peut envisager les conséquences éventuelles d'un événement en train de se faire, et qu'il serait par conséquent impossible de le rendre intelligible, même provisoirement, avant que celui-ci ne se soit pleinement déroulé ?

Si la prédiction nous semble constituer un exercice délicat à mener de façon rigoureuse, une analyse *prospective* nous semble envisageable. Elle consiste pour l'essentiel à reproduire la même approche inductive qui a guidé notre analyse du vote en faveur du *Brexit*, en identifiant ici les différents mondes ou *Brexit* possibles dans notre état actuel de connaissance – ce que l'on sera en mesure de rendre intelligible rétrospectivement. Cela revient, plus prosaïquement, à identifier des contradictions, des tensions et des paradoxes potentiels induits par l'événement en question. Pour illustrer cette conception, nous nous concentrons plus particulièrement sur les implications éventuelles du *Brexit* sur l'économie politique du Royaume-Uni.

Une telle démarche comporte, dans le cas qui nous occupe, deux séries de difficultés. Elles sont d'abord liées, on s'en doute, au fait que le *Brexit* est un événement en cours et qu'il peut par conséquent évoluer dans de multiples directions. Mais elles tiennent également au fait que les aspirations de ceux qui ont voté pour le *Brexit* (et celles des principales figures politiques de la campagne) sont particulièrement diverses et contradictoires. Au niveau agrégé, le vote de 2016 n'est pas (et n'aurait sans doute jamais pu être) l'expression d'un soutien à un projet univoque et consensuel parmi ses soutiens. Dès lors, l'après juin 2016 s'apparente à un processus conflictuel où l'on cherche à arrêter une certaine interprétation du vote, processus qui a toutes les chances de décevoir nombre, si ce n'est la plupart des *Brexiters*. La tension que nous avons révélé dans la section précédente entre les aspects néolibéraux et néo-conservateurs du vote, qui poussent chacun vers des directions opposées, ne s'est en effet pas estompée depuis. Les données les plus récentes de la *British Election Study* (juillet 2019) suggèrent même le contraire. Il a ainsi été demandé à un échantillon représentatif de l'électorat britannique d'identifier les enjeux d'importance liés à la sortie de l'UE (Tableau 2). Ainsi que l'indique le tableau, qui recense les enjeux jugés comme « extrêmement importants » par les répondants, les attentes sont contradictoires, et elles ne s'estompent pas chez les soutiens du *Leave* considérés comme « réalistes » par l'enquête (c'est-à-dire les mieux au fait des contraintes et des concessions qu'impliqueraient nécessairement un accord avec l'UE). Au contraire, ces *Realistic Brexiters* préféreraient une sortie sans accord ou des concessions sur la question de la frontière nord-irlandaise plutôt que le dernier accord approuvé conjointement par l'UE et Theresa May. Il en ressort qu'une meilleure connaissance de l'enjeu n'est pas un facteur de modération des opinions quant aux conditions de sortie du Royaume-Uni².

¹ Stephen Farrall, Colin Hay, Emily Gray and Phil Jones, « Behavioural Thatcherism and Nostalgia : Tracing the Behavioural Attitudes of Holding Thatcherite Values », *British Politics*, à paraître.

² John Mellon, « Between a Rock and a Hard Place : Is any Brexit Deal Possible and Popular ? », Publication sur le site de la *British Election Study*, 8 juillet 2019 ([lien](#)), accédé le 9 septembre 2019.

Tableau 2 – Priorités des électeurs sur un accord de sortie du Royaume-Uni de l’UE
Source : *British Election Study* (2019)

PRIORITE DE L’ACCORD	REALISTES		ENSEMBLE	
	LEAVERS	REMAINERS	LEAVERS	REMAINERS
Conclure des accords commerciaux	75%	18%	64%	22%
Contrôler l’immigration	58%	8%	53%	11%
Ne plus suivre les régulations européennes	63%	5%	52%	8%
Maintenir ouverte la frontière Irlande du Nord/Royaume-Uni	36%	50%	30%	41%
Maintenir ouverte la frontière entre l’Irlande du Nord et l’Irlande	24%	56%	22%	43%
Maintenir l’accès au Marché unique	21%	64%	19%	49%

Du point de vue de l’économie politique, la question principale que soulève le *Brexit* est celle de savoir s’il constituera ou non une forme de post-néolibéralisme. Cette notion désigne une tentative de dépassement d’un mode de gouvernance essentiellement néolibéral, bien que ses définitions – à l’instar de celle de néolibéralisme – soient multiples. Ce qu’il convient toutefois de noter est que dans la littérature, il a longtemps été implicitement admis que le dépassement du néolibéralisme ne pouvait venir que de la gauche. Il a ainsi été utilisé pour décrire une série d’expériences politiques en Amérique latine voire, plus récemment, en Afrique du Sud. De façon nettement plus controversé, il a pu être employé pour décrire l’expérience du *New Labour*¹. Ce qui distingue très nettement le post-néolibéralisme que pourrait potentiellement inaugurer le *Brexit*, c’est bien qu’il constitue une forme de dépassement par la droite du néolibéralisme – en cela qu’il agglomère des éléments populistes, nationalistes, dés-intégrationnistes et anti-internationalistes.

Une série de paradoxes, étroitement reliés les uns aux autres, peut être identifiée sur cette base. Le premier est le fait que le *Brexit*, bien que réunissant des vues très contradictoires, semble être devenu un impératif politique à même de l’emporter sur tous les impératifs économiques. Au terme de trois décennies durant lesquelles la politique britannique a été rythmée par l’ouverture à la concurrence, la flexibilisation du marché du travail, la quête obstinée de la stabilité des prix et l’austérité – au point que chaque politique devait être conforme ou à tout le moins, ne pas faire obstacle à ces impératifs – le *Brexit* apparaît d’ores et déjà comme générateur de voltefaces surprenants. Depuis le vote, le gouvernement de Theresa May a ainsi fait le choix de prioriser des mesures pour répondre au rejet de l’immigration, interprété comme l’une des motivations principales du vote et ce, indépendamment des conséquences économiques que de telles décisions pourraient impliquer. De façon plus globale, on constate que les gouvernements successifs de May et de Johnson s’efforcent pour la première fois dans l’histoire politique récente du pays de prendre des décisions sans le filtre de leur propre jugement économique – quitte à rompre délibérément avec les opinions exprimées par le Trésor ou la *Bank of England*. Qu’importe, pourrait-on dire, la gouvernance basée sur les impératifs économiques, qu’importe également le néolibéralisme normalisé. Qu’importe aussi le *there is no alternative* – il semblerait bien qu’après tout, il y ait bien des alternatives.

Par conséquent, la série d’épisode inaugurée par le *Brexit* pourrait bien mettre fin à trois décennies de dépolitisation, ainsi qu’illustré par le mot d’ordre de la campagne discuté plus haut, *tacking back control*. Il semble toutefois raisonnable de soutenir que ces épisodes

¹ Pour une discussion de cette littérature, voir Colin Hay et Cyril Benoît, « Post-néolibéralisme », dans Colin Hay et Andy Smith (dir.) *Dictionnaire d’économie politique*, Paris, Presses de Sciences Po, 2018, p. 353-358.

constituent des moments de (re)politisation, particulièrement spectaculaires mais temporaires, marquant une forme de transition vers une nouvelle période d'adaptation. Le *Brexit* pourrait donc finalement servir à relégitimer sur le plus ou moins long terme les mêmes impératifs économiques qui avaient dominé les années précédentes, et la logique disciplinaire qu'ils imposent. De même, la sortie du Royaume-Uni pourrait aussi justifier des contraintes plus grandes encore, et une régénération de la soumission des choix politiques aux impératifs économiques¹. A l'évidence, ces tensions se nourrissent aujourd'hui mutuellement, et le chaos de la situation actuelle vient rappeler la fragilité de la dépolitisation institutionnalisée de la gouvernance économique, particulièrement dans le contexte de l'émergence d'un nouveau populisme.

De façon tout aussi paradoxale, le *Brexit* pourrait aussi être vu comme annonçant le retour du protectionnisme en Europe après quatre décennies où c'est la libéralisation qui était prédominante². Ou, inversement, il pourrait aussi (pour les mêmes raisons que celles évoquées plus haut) favoriser l'émergence d'un néolibéralisme plus puriste – une sorte de néolibéralisme global dans un seul pays. Il convient de rappeler ici que pour Michael Gove, Boris Johnson et le reste de la campagne officielle pour le *Brexit*, le problème de l'UE dont le *Brexit* était vu comme la solution fut cadré en des termes essentiellement néolibéraux. Pour eux, l'UE ne représentait pas davantage d'intégration des marchés ou l'élimination des freins à la libre circulation des marchandises et des capitaux – ce qui avait justement motivé le rapprochement de Thatcher avec le projet européen. Au contraire, l'Europe a été désignée comme la source d'une quantité de paperasse de Bruxelles, de régulations fastidieuses et inutiles, comme défendant un modèle social anti-libéral et comme l'incarnation d'un super-État se voyant au-dessus du parlement et des cours britanniques. L'UE a donc été présenté comme un obstacle à la (néo)libéralisation et non comme son véhicule. Dans un premier temps, le gouvernement de Theresa May s'est efforcé de résoudre l'ambiguïté du sens du vote de 2016 en optant pour une ligne proche de celle défendue par la campagne non-officielle, fondé sur un rejet essentiellement néo-conservateur (et non néolibéral) de l'UE. Mais l'arrivée de Boris Johnson à la fonction de Premier ministre pourrait perturber ces premiers arbitrages – dans tous les cas, ces tensions sont, comme nous l'avons vu, à l'œuvre au sein de l'électorat et rendent presque impossible une solution largement acceptée. De ce fait, le rejet du néolibéralisme global exprimé par une partie de l'électorat au moment du référendum pourrait potentiellement se traduire par davantage de néolibéralisme global, ou à un renforcement de la dépendance du Royaume-Uni au secteur privé dans différents domaines, notamment sociaux... Mais il serait également possible que le rejet néo-conservateur de l'UE, exprimé par une autre frange des *Brexiters*, se traduisent *in fine* par l'adoption de mesures protectionnistes et plus hostiles encore à l'immigration.

Un autre paradoxe concerne les implications du *Brexit* sur les interdépendances économiques du Royaume-Uni. Au premier examen, et intuitivement, le *Brexit* pourrait entraîner un détachement du Royaume-Uni de l'orbite de l'Union. Il devrait, toutes choses égales par ailleurs, réduire les transactions économiques infrarégionales impliquant le Royaume-Uni, transactions dont le volume avait connu une forte croissance depuis quarante ans et ce, en dépit d'une légère baisse au cours des dix dernières années. En somme, le *Brexit* pourrait dé-régionaliser et, du même coup, globaliser les relations économiques du pays. Mais

¹ Voir pour une discussion Scott Lavery « The UK Growth Model, Business Strategy and Brexit », dans Colin Hay, Daniel Bailey (dir.) *Diverging Capitalisms : Britain, the City of London and Europe*, Basingstoke, Palgrave, 2019 ; Andrew Gamble, « Tacking Back Control : the political implications of Brexit », *Journal of European Public Policy*, vol. 25, n°2, 2018, p. 1215-1232 ; Andrew Gamble, « After Brexit, the past and the future of the Anglo-Liberal Model », dans Colin Hay, Daniel Bailey (dir.) *Diverging Capitalisms : Britain, the City of London and Europe*, Basingstoke, Palgrave, 2019 ; Ben Rosamond, « Brexit and the Politics of UK Growth Model », *New Political Economy*, Vol. 24, N°3, p. 408-421.

² Jonathan Hopkin, art. cit.

toutes choses ne sont justement pas égales par ailleurs ici, et ces évolutions pourraient bien s'avérer plus complexes¹. Au moins à court terme, les échanges commerciaux britanniques avec le reste du globe pourraient souffrir du *Brexit*, peut-être même davantage que les échanges avec les 27. Il se pourrait même qu'en répercussion de cette évolution, les relations commerciales entre le Royaume-Uni et le continent européen se renforcent. L'orientation vers l'une ou l'autre de ces deux directions et en tout cas loin d'être évidente, et dépendra de négociations commerciales qui sont loin d'avoir encore débuté.

Un dernier paradoxe, qui est loin d'être celui qui pourrait se résoudre sur le plus long terme, concerne la question de l'intégrité du Royaume-Uni. Le *Brexit*, s'il acte probablement une forme de revanche de l'État-nation sur l'État-membre², menace de fragmenter et de démembrer l'État britannique lui-même. Il n'est en effet pas certain que le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, appellation de plus en plus anachronique au demeurant, puisse survivre aux effets économiques et politiques combinés du traumatisme que représenterait le *Brexit* – le temps le dira.

Conclusion

Le présent article a cherché à aborder le problème de la causalité à partir de l'étude d'un événement critique en train de se faire, le *Brexit*. Notre analyse nous a amené à formuler une série de clarifications conceptuelles, concernant à la fois notre capacité à prédire cet événement, la façon dont les processus qui l'ont causé pouvaient être retracés et le type d'analyse prospective envisageable pour déterminer ses implications éventuelles. Nous avons cherché à nous positionner sur ces trois points en défendant et en illustrant une démarche d'*intelligibilité rétrospective*, qui accorde un rôle central à l'étude de l'articulation *contingente* de différentes séquences de changement. Le *Brexit* n'était pas prévisible, et l'avoir prédit ne constitue pas un critère valide pour juger de la pertinence d'une théorie. Le rendre intelligible suppose, suivant une démarche inductive, d'analyser cet événement singulier en le reliant à des schémas explicatifs plus généraux, et en démontrant la façon dont ces variables génériques ont interagi dans ce cas particulier, provoquant un événement qui, s'il peut être qualifiée de critique du fait de la situation de crise qu'il ouvre et de ses multiples implications, n'est pas par nature plus contingent que les processus qui l'ont engendré.

Une théorie descriptive spécifique peut être utile pour étudier un événement critique en train de se faire. Mais elle ne doit pas amener à considérer par contraste que les périodes d'apparente stabilité justifieraient le fait d'en parler en termes d'équilibres institutionnels ou de situations ordinaires. De telles périodes, et les trois décennies qui viennent de s'écouler au Royaume-Uni le prouvent amplement, sont en effet traversées de processus d'institutionnalisation ou de désinstitutionnalisation permanents, dont seule une analyse rétrospective permet d'apprécier les effets. Certains de ces mêmes effets, en revanche, ne pourront qu'apparaître brutaux, soudains et exceptionnels aux analyses prédictives ou à celles qui précisément, opposent les événements critiques aux systèmes à l'équilibre.

Ces constats généraux ne remettent pas en cause la nécessité d'expliquer les événements politiques, quels qu'ils soient, et d'inférer sur les processus qui en sont à l'origine. Ils ne plaident pas non plus en faveur d'une méthodologie particulière ou d'une autre – les approches qualitatives et quantitatives pouvant, comme nous l'avons souligné, être exposées aux mêmes biais déterministes. Notre argumentaire et notre défense d'une démarche inscrite dans une ambition d'intelligibilité rétrospective et intégrant pleinement la contingence dans l'analyse se

¹ Gabriel Siles-Brügge, « Bound by Gravity or Living in a Post Geography Trading World ? », *New Political Economy*, Vol. 24, n°3, p. 422-439.

² Pour paraphraser Chris Bickerton, *European Integration : from Nation-states to Member State*, Cambridge, Cambridge University Press.

situé en fait sur un autre registre, celui de ce que l'on peut dire des événements politiques, et ce en étroite relation avec leur statut ontologique. Une théorie politique des événements critiques n'est pas nécessairement impossible, tant qu'elle n'amène pas à réserver à eux seuls la qualification d'événements imprévisibles et surtout, celle d'événements contingents, tous les événements politiques l'étant en un certain sens – et c'est d'ailleurs précisément en cela qu'on peut les qualifier de *politiques*.